

## SOMMAIRE

### Page 1

On joue perdant/perdant ?

Le G.6 se rassure.

### Page 2

L'échangeur de la Haie-Tondue.

Le G.6 suite...

### Page 3

Le logement social s'exprime.

Sénalia : "après la pluie."

### Page 4

L'Estuaire valorise le tourisme.

Carpique n°1

### Le G.6 se rassure lui-même.

Au sortir de chacune de leur réunion, les présidents du G.6 éprouvent toujours le besoin de "revisiter" tout ce qu'ils ont fait ensemble, depuis deux ans, comme pour se prouver à eux-mêmes la réalité et la pertinence de leur coopération.

- C'est ce qu'ils ont encore fait, le 19 janvier, à l'issue de leur 7<sup>e</sup> rencontre à Martainville (76). Là, ils se sont réjouis de leurs actions communes en rappelant que le G.6 était "un laboratoire d'idées et un instrument d'efficacité" au service de la cohésion régionale et de la population.
- Lorsqu'ils revisitent le passé, ils ne font pas les choses à moitié. Par exemple, ils applaudissent à la mise en place d'une "plate-forme G.6" pour vendre aux enchères leurs matériels réformés. C'est intéressant... mais est-ce que le destin de la Normandie et de ses habitants va s'en trouver bouleversé ? On peut en douter...
- Disons-le, on attend autre chose de l'alliance de 6 collectivités qui investissent 1 Md€ chaque année.
- Heureusement, les présidents sont plus convainquants quand ils parlent de la couverture numérique de la Normandie, grâce aux financements conjugués de la Région et des Départements. Pour ce dossier, le G.6 a été, depuis deux ans, une

## On joue perdant/perdant ?

### • Le PIA 3, révélateur d'impuissance

Après l'échec des projets normands au PIA.3 (malheureusement, ce n'est pas la première fois que nos enseignants-chercheurs ratent la marche des programmes d'investissement d'avenir), Fabienne Buccio, Hervé Morin et Denis Rolland ont eu raison de tirer un coup de semonce en dénonçant "le lent et silencieux déclassement de l'enseignement supérieur régional", dans un courrier co-signé.

- Ce courrier n'a pas été apprécié par les dirigeants des établissements concernés, en particulier par les présidents des Universités de Rouen, de Caen et du Havre (Joël Alexandre, Pierre Denise et Pascal Reghem) qui maugréent qu'on leur fait un mauvais procès, rappelle qu'ils ont de bonnes équipes et précisent qu'ils ne sont pas des "chefs gaulois", enfermés dans leurs villages, incapables de coopérer. Et tous lèvent l'étendard de la ComUE Normandie Université qui les fédère, la ComUE présidée par Lamri Adoui, pour prouver leur volonté de se rassembler.

- Il n'empêche, leurs projets n'ont pas été retenus.

*Attention : ce n'est pas la valeur scientifique des projets qui est en cause, mais plutôt la capacité de leurs initiateurs "à jouer collectif" pour leur donner de la force et de la visibilité, dans la durée. En Normandie, on aime l'artisanat ; les équipes sont dispersées, les laboratoires sont petits ; difficile dans ces conditions d'exister en France et en Europe face à une concurrence mieux dimensionnée pour "truster" les classements internationaux.*

### • Entre le marteau et l'enclume

Avec la ComUE, Lamri Adoui doit fédérer les forces dispersées. Mais sa position n'est pas facile. D'un côté, il comprend l'impatience des représentants de l'État et de la Région, qui veulent des résultats en contrepartie de leurs financements ; de l'autre, il met en avant les rapprochements générés par la ComUE dont on sous-estime l'importance : "nous payons aujourd'hui ce qui n'a pas été fait, il y a 10 ans, explique-t-il, nous avons besoin de temps pour bâtir un grand projet entre trois universités pluridisciplinaires (c'est beaucoup pour une petite région), deux écoles d'ingénieurs (l'INSA et l'ENSICAEN), l'école d'architecture et les membres associés". Avant d'ajouter à l'adresse de Fabienne Buccio, d'Hervé Morin et de Denis Rolland : "attention de ne pas proposer des solutions simples à des problèmes compliqués..."

- En réalité, Lamri Adoui est entre le marteau et l'enclume. Sa tâche est difficile puisqu'il n'a pas les moyens de l'exercer ; son budget est maigre, le transfert des compétences au profit de la ComUE ne s'est pas accompagné d'un transfert financier ; rappelons enfin que les universités ont conservé leur autonomie. Résultat, sa seule force est celle de la persuasion, beaucoup pensent que c'est peu de chose pour faire bouger les lignes ; lui, il espère être utile.

matrice de coopération très utile : sauf imprévu, 95% des Normands seront connectés en THD d'ici 5 ans, il faut s'en féliciter.

- Mais parlons d'avenir. À Martainville, les "six" ont annoncé un plan de relance de l'investissement routier, grâce à un cofinancement des grands projets routiers d'intérêt régional. C'est la prolongation et l'élargissement des coopérations déjà engagées localement. Si l'initiative est positive, beaucoup d'obstacles restent à surmonter. On l'a vu, fin 2017, lors de la présentation de la maquette financière du contournement Est de Rouen : la Région a décidé de financer, la Seine-Maritime aussi... mais l'Eure a refusé alors que l'infrastructure est éminemment stratégique pour la Normandie toute entière. Pas facile d'afficher les mêmes priorités.
- Notons que d'autres travaux vont être engagés par le G.6 : stratégie portuaire (rapprochement PNA-SMPD), économie mixte, démographie médicale, accompagnement des bénéficiaires du RSA par l'apprentissage, revitalisation des centres-bourgs. La liste est longue.

*Mon commentaire* : c'est pour les infrastructures routières et numériques que les coopérations "Région/Départements" sont les plus naturelles : cofinancement oblige. Là, l'existence du G.6 se justifie pleinement. Pour les autres sujets, le G.6 est souvent un "cache-misère", un habillage collaboratif sympathique et léger qui dissimule les postures différentes d'une Région riche et de Départements pauvres.

### Les premiers 10 ha de Pétroplus

Engagée il y a 3 ans, la reconversion du site de l'ancienne raffinerie Pétroplus de Rouen avance positivement.

- Spécialisée dans la dépollution/réhabilitation, la société Valgo est à la manœuvre.
- Une première zone de 10 hectares, démantelée et dépolluée, accueillera bientôt, sur les communes de Petit-Couronne et Grand-Couronne, une centaine d'emplois. Les anciens bâtiments non pollués de l'usine sont déjà largement occupés, permettant de créer à terme 280 emplois.

*Rappel* : l'État soutient l'opération avec 4,1 M€ de subventions.

Aujourd'hui, à la Région, Hervé Morin est un peu désabusé : "Lamri Adoui veut réussir, mais il est l'otage des universités, c'est quasiment mission impossible..." "Les chefs d'établissement marchent sur des œufs, tempère l'intéressé, ils doivent embarquer leur communauté dans l'aventure de la ComUE, ce n'est pas facile..."

*Mon commentaire* : c'est une description de l'inertie du système.

### Quelles sont les solutions ?

Après l'échec du PIA 3, la préfète Buccio espère - bien sûr - que les enseignants-chercheurs normands vont se ressaisir et se qualifier à l'oral de rat-trapage, comprenez, la deuxième distribution des financements du programme. Pourquoi pas ? Et s'ils ratent à nouveau, on peut aussi espérer qu'ils se qualifieront pour le PIA 4 ! Pourquoi pas ?

- En réalité, le doute est là et de nombreux responsables régionaux pensent qu'il est temps de "donner un coup de pied dans la fourmilière", afin d'en finir avec l'inertie du système.

Leurs propositions ?

- La fusion des trois universités : vive l'université de Normandie ! Hervé Morin y est favorable "mais rien ne bouge..."
- La fusion de l'INSA et l'ENSICAEN : vive "Politech-Normandie".

En Normandie, la tentation du "passage en force" est en train de monter. Question : peut-on obliger les "chefs d'établissement" à bouger en leur imposant - de l'extérieur - des solutions "simples" qu'ils ne portent pas ?

- Pour Lamri Adoui, ce serait un jeu "perdant/perdant" : "ça ne marchera jamais sans un dialogue constructif entre les représentants de l'État, de la Région et de la ComUE, dit-il, par exemple, ce serait une erreur de dissocier les universités et les écoles d'ingénieurs..."
- Un jeu perdant/perdant ? Fabienne Buccio, Hervé Morin et Denis Rolland le pensent également ; mais encore faut-il avoir un interlocuteur pour dialoguer de façon constructive et pour s'élever au niveau des classements internationaux ; or, la ComUE est tellement silencieuse qu'on finit par croire que ses membres n'ont pas de vrai discours commun, en dehors de l'action de lobbying de son président.

*Mon commentaire* : l'échec du PIA 3 est un révélateur d'impuissance. Contre le déclassement, Fabienne Buccio, Hervé Morin et Denis Rolland attendent des signes de la ComUE : ça devient urgent pour éviter le jeu "perdant/perdant".

### Et pendant ce temps-là...

#### • Le pragmatisme d'Hervé Morin et Jean-Léonce Dupont

Il y a deux ans, pour accélérer la réalisation du demi-échangeur autoroutier de la Haie-Tondue (entre Pont l'Évêque et Dozulé, sur l'A.13), la Région et le Département du Calvados avait proposé de participer au financement à hauteur de 1 M€, le solde de 2 M€ restant à la charge de la SAPN. L'équipement est important pour l'attractivité touristique du Pays d'Auge.

- À l'époque, Hervé Morin et Jean-Léonce Dupont pensaient que leur générosité allait débloquer la situation. Mais la SAPN a dit non !
- Deux ans plus tard, la Région et le Département annoncent qu'ils vont payer la totalité des 3 M€ ; c'est une preuve de pragmatisme : "il faut le faire", disent les deux présidents. Pour la SAPN, c'est une excellente opération puisqu'elle traitera davantage de trafic sans avoir à payer.

*Commentaire* : cet engagement symbolise la bonne coopération de la Région et des Départements pour accélérer les grands projets routiers.

#### • Évreux/Chaufour : enfin... pour 2030 !

Guy Lefrand (Évreux) est satisfait : la mise à 2 X 2 voies d'Évreux/Chaufour sera réalisée d'ici à 2030, la Région va financer l'investissement, l'État prendra en charge le coût d'exploitation. *Commentaire* : ce n'est pas trop tôt !

### Carine Fouquier, DG du CID

Ex-directrice générale de Rouen Expo Événements, Carine Fouquier est la nouvelle directrice générale du CID de Deauville où elle remplace Jacques Belin.

- Elle avait rejoint le CID à l'été 2017 en qualité d'adjointe de Jacques Belin qui l'a mise en piste.

*Mon commentaire : le développement des événements "grand public" est l'un de ses axes prioritaires ; elle veut compléter et élargir l'offre du CID, "ce bel outil au service de l'attractivité de Deauville et de la Normandie."*

### Jean-Marie Sevin : cap Jeunes

Le projet de contrat de territoire de Granville-Terre et Mer (GTM) vient d'être validé par le dernier conseil communautaire.

- Point positif, la population de l'EPCI augmente. Mais la priorité de Jean-Marie Sevin, le président, est d'attirer ou de retenir les jeunes ("qui partent trop souvent en oubliant de revenir") pour conserver un bon équilibre démographique.

- L'augmentation de la population résulte en effet de l'arrivée des "papy-boomers" qui apprécient le cadre de vie et les liaisons faciles avec les grandes métropoles, tout en exprimant de nombreux besoins en matière d'économie résidentielle.

*Le message est clair : GTM ne veut pas devenir un territoire de retraités. Mais, pour attirer et retenir les jeunes, les solutions ne sont pas simples ; le développement des activités nautiques et touristiques est proposé ; la question de l'emploi est évidemment sous-jacente.*

### Matmut/AG2R : RV en mai-juin.

Les assemblées générales de la Matmut et d'AG2R La Mondiale se prononceront, fin mai/début juin, sur le rapprochement respectif de leurs deux groupes.

- Annoncée fin novembre et confirmée mi-janvier, l'opération vise à créer "un acteur complet de l'assurance", le 1er janvier 2019. Le nouvel ensemble réalisera un chiffre d'affaires supérieur à 12 Md€.

*Daniel Havis et Nicolas Gomart (Matmut) et André Renaudin (AG2R) mettent en avant la complémentarité de leurs métiers et assurent que l'emploi sera maintenu.*

### Avec Patrick Plossard

### Le logement social va pouvoir s'exprimer dans la région.

La création de l'Union pour l'Habitat Social de Normandie (UHSN), par la fusion, le 20 décembre dernier, des associations régionales de Haute et de Basse-Normandie, est un événement politique, économique et social important. La nouvelle structure fédère en effet les 55 organismes d'habitat social de la région, autrefois dispersés, pour les aider :

- À mieux se connaître par la mise en commun de leurs savoirs et bonnes pratiques.
- À s'améliorer par la formation et le réseautage.
- À s'exprimer par la définition d'une stratégie régionale commune, déclinable sur leurs différents territoires.
- À se faire entendre grâce à une action de représentation et de lobbying auprès de tous les pouvoirs publics.

*C'est Patrick Plossard, directeur de la Siloge (Évreux), qui préside l'UHSN. Ariane Massière est sa directrice générale.*

### L'enjeu social.

Avec un parc de 315 205 logements sociaux, la Normandie est la 3<sup>e</sup> région française ; près de 600 000 personnes habitent dans ce parc important (surtout en Seine-Maritime), plus de 85 000 demandes sont faites chaque année pour 35 200 attributions en moyenne. Rappelons que 49% des attributions concernent des ménages en dessous du seuil de pauvreté.

*Résultat : le logement social est au coeur des politiques d'urbanisme et d'habitat de tous les grands EPCI de Normandie.*

### L'enjeu économique

Pour construire ou réhabiliter leurs parcs, les 55 organismes investissent chaque année près de 1 Md€ en Normandie. C'est important pour les entreprises de construction, de l'architecte au chauffagiste, du bureau d'étude à l'entreprise de bâtiment, qui trouvent ici des partenaires solides et constants.

- C'est aussi important pour l'emploi, en particulier pour les politiques d'apprentissage dans les chantiers-écoles ; ça intéresse la Région et les organisations professionnelles.
- Enfin, c'est important pour l'amélioration de l'habitat puisque la mise à niveau continu du bâti permet de proposer et de tester les meilleures solutions environnementales ou digitales.

### Et pendant ce temps-là...

#### • Sénalia : "après la pluie".

Pour le groupe Sénalia, qui exploite les terminaux céréaliers et agro-industriels du port de Rouen, la campagne 2016/2017 est à oublier au plus vite. Le groupe n'a, en effet, traité que 4,9 Mt de céréales, contre 8,3 Mt en 2015/2016, le plus mauvais résultat depuis 13 ans.

Les raisons sont connues : météo défavorable, mauvaises récoltes, marchés instables : Sénalia a dû s'adapter pour faire face aux vents contraires (contrôle des dépenses, chômage partiel, diversification) avec, au bout du compte, des résultats décevants : baisse du chiffre d'affaires de 57%, un résultat d'exploitation très légèrement positif : 781 000 €. Une seule exception, le négoce du cacao qui progresse de 8%, sous l'effet de l'augmentation des tonnages de fèves traitées : vive la diversification !

Naturellement, Thierry Dupont, le président, et Gilles Kindelberger, le directeur général, attendent maintenant des jours meilleurs. Ils ont raison puisque la moisson 2017 s'est déroulée dans de meilleures conditions et que les tonnages traités repartent nettement à la hausse.

*Point positif : en dépit des difficultés traversées, Sénalia a maintenu son programme d'investissement ; 15 M€ sont dédiés à la modernisation des outils entre 2017 et 2018 ; tout cela s'achèvera le 1<sup>er</sup> janvier 2019.*

## Carpiquet, numéro 1.

Alors qu'Hervé Morin a annoncé des avancées importantes dans la réorganisation des plates-formes aéroportuaires normandes (il veut créer une autorité aéroportuaire unique), l'aéroport de Caen-Carpiquet, exploité par la CCI de Caen, annonce d'excellents résultats 2017.

- Avec 180 900 passagers, le trafic a augmenté de 30,1% et, comme le rappelle "Ouest-France", le 16 janvier, "les compagnies Hop (desserte de Lyon en attendant Marseille) et Volotea (desserte de Toulouse et de la Corse) y sont pour beaucoup."
- 180 900 passagers, c'est un record historique. De quoi justifier les importants travaux en cours : en 2018, les halls de départ et d'arrivée vont être agrandis, en attendant l'allongement de la piste en 2022.

Dirigé par Marilyne Haize-Hagron, Carpiquet est l'aéroport normand le plus dynamique.

## Le 1<sup>er</sup> avril, Régis Petit

Succédera à Philippe Le Gal comme DGS de la Communauté d'agglomération Seine-Eure à Louviers (27)  
*Territoire dynamique, la CASE affiche un budget 2018 de 92 M€, dont 36 réservés à l'investissement.*



### Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

**Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44**

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

**La CHRONIQUE**  
de Normandie  
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

#### Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues  
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

#### Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

#### Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

**Abonnement** : 250 € TTC/an pour 44 n°  
(TVA 2,1%)

#### Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros  
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

Réunis, les 55 organismes rassemblés sont, dans la durée, l'un des grands investisseurs de Normandie.

### L'enjeu politique

Curieusement, alors que le logement social est un enjeu éminemment politique, peu d'élus régionaux se sont emparés du sujet. Seul Pascal Martin, président du Département de la Seine-Maritime et - à ce titre - président d'Habitat 76, s'y intéresse vraiment puisqu'il porte le dossier "logement" au sein du G.6.

- Le rôle d'information/sensibilisation/proposition de Patrick Plossard sera donc important pour faire de l'UHSN le partenaire naturel des grandes institutions.
- "Après de la Préfète Buccio et de la DREAL, dit-il, nous travaillerons à identifier les besoins ; avec Hervé Morin, nous aborderons la question de l'emploi, de la formation et de la filière construction". Naturellement, il n'oublie pas les Départements dont le rôle reste important dans toutes les zones rurales, mais sa grande priorité sont les EPCI : "c'est là que les politiques d'habitat se concrétisent avec les PLH, les PLU, les PLUI, c'est là que chacun de nos organismes peut intervenir en tenant compte des spécificités locales..."

*Mon commentaire* : l'UHSN va devoir démontrer qu'elle est à la hauteur de ses ambitions, qu'elle est porteuse d'une vraie stratégie régionale, qu'elle est créatrice de valeur ajoutée. C'est le défi d'Ariane Massière, sa directrice générale, il n'y a pas de temps à perdre, les contrats de territoires Région/EPCI sont l'occasion d'avancer.

### Normandie médiévale

#### La valorisation de Domfront est soutenue par la Région.

Hervé Morin, qui souhaite valoriser le tourisme médiéval en Normandie, vient d'annoncer que Domfront-en-Poiraie (61) est l'un des deux sites retenus par la Région pour bénéficier d'investissements importants.

- Dès les prochaines semaines, la Région et la Ville vont lancer des groupes de travail pour définir un programme d'actions : rénovation des monuments, hébergements, itinéraires, outils de valorisation numérique, captation des flux de touristes des sites proches (Bagnoles de l'Orne, Carouges)...

*Mon commentaire* : avec ce projet, Hervé Morin réaffirme son intérêt pour le département de l'Orne qui se sent parfois oublié.

### Et pendant ce temps-là...

#### • Positif : l'estuaire valorise ses atouts touristiques

À l'échelle du pôle métropolitain de l'Estuaire, la définition d'une politique touristique est possible puisque les "pépites isolées" (Etretat, Deauville, le MuMa, la basilique de Lisieux...) peuvent se conforter mutuellement en s'organisant en réseau.

- C'est la conviction de Philippe Augier (Deauville) et de Marie-Agnès Pousier-Winsback (Fécamp) qui viennent de présenter la politique du pôle en la matière. Leur message : les atouts touristiques doivent être valorisés au même titre que les atouts logistiques, industriels et portuaires puisqu'ils amplifient le développement global du territoire.

#### Quelles sont les actions 2018 ?

Retenons les deux plus fortes :

- Cette année encore, les traversées de l'estuaire en navette maritime relieront Le Havre à Deauville, tout un symbole.
- La troisième édition Global Estuaries Forum se déroulera du 13 au 15 juin 2018. Il s'agit de rassembler des décideurs politiques, économiques et scientifiques de tous les grands estuaires pour échanger sur les différents modèles de développement économique, dans un environnement très mouvant.